

**RÉPUBLIQUE EXEMPLAIRE :
LE PRÉSIDENT DE LA
RÉPUBLIQUE DU
CAMEROUN DEVRAIT
NOMMER AU MOINS 57
PCA AVANT LE 12 JUILLET
2024**



Pr Viviane Ondoua Biwolé

Professeur des universités

Promotrice du cabinet OBIV Solutions

Résumé

L'objectif de la présente analyse est de décrire la situation des PCA illégaux des entreprises et établissements publics au regard des lois 010 et 011 du 12 juillet 2017. Il s'agit d'une analyse documentaire qui révèle que 54 PCA sur les 87 entreprises et établissements publics analysés sont illégaux soit un taux de non-conformité de (62.06%). Il ressort quatre constats et quatre préjudices rappelés ci-après.

Quatre principaux constats



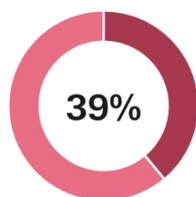
54 PCA sur le 87 entités analyses sont illégaux



La longévité de ces PCA va de 6 à 32 ans

19%

Seules 10 femmes font partie de ces PCA illégaux (19%)



39% de ces PCA sont des ministres

Quatre préjudices



Affaiblissement de l'État de droit et de la République exemplaire



Dégradation de la valeur des entreprises



Déstructuration des hypothèses de changement



Responsabilité civile et pénale des PCA

CONSTAT INQUIETANT : 54 PCA ILLÉGAUX PARMI LES 88 ENTITES PUBLIQUES ANALYSÉES

L'année précédente, nous avons rédigé un article portant sur la situation inquiétante des mandats échus de 48 Présidents de Conseil d'Administration (PCA) des entreprises et établissements publics au Cameroun. Ce constat questionnait déjà leur légalité et s'inquiétait de leur maintien en fonction. Il apparaissait évident que si ces dirigeants n'étaient pas remplacés avant le 12 juillet 2023 par le Président de la République, leur maintien en poste serait contraire aux dispositions de la loi de 2017 et notamment en ce qui concerne la limitation des mandats des dirigeants sociaux des entités publiques, compromettant ainsi les principes fondamentaux de l'État de droit et de la République exemplaire tant exaltée.

En 2024, le total des PCA illégaux est de 54 sur 87 entreprises et établissements publics dont les données sont disponibles, soit un taux de non-conformité globale de 62,06%. Qui sont-ils ? Quels sont les préjudices causés par cette violation des textes ? Telles sont les deux questions qui meublent les développements qui suivent.

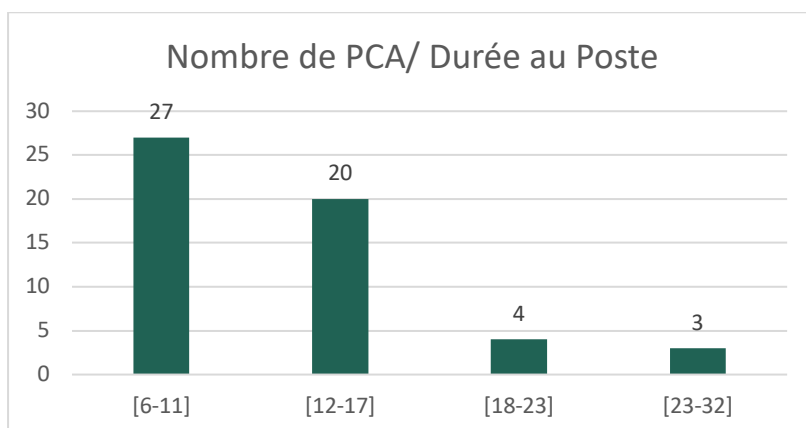
1. QUI SONT LES 54 PCA ILLÉGAUX LE 12 JUILLET 2024 ?

Il s'agit ici d'apprécier leur longévité, la répartition selon le genre et leurs statuts.

1.1 Longévité des PCA illégaux

Les 54 PCA ont des longévités au poste qui varient entre 6 et 32 ans (Ayang Luc, le plus ancien, est PCA de l'Office national du cacao et café).

Tableau 1 : Répartition des effectifs des PCA illégaux



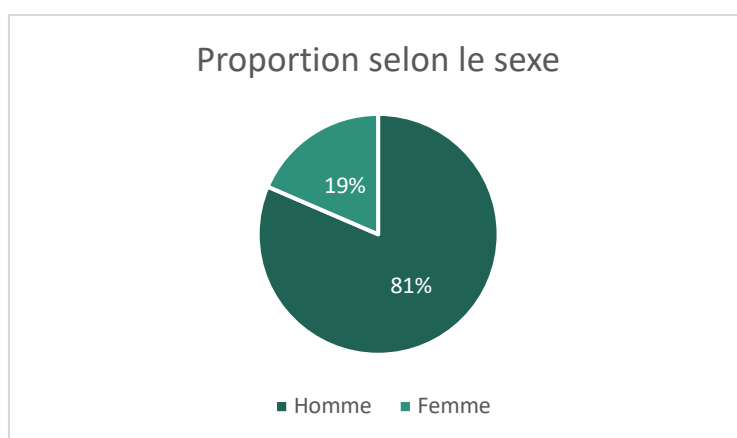
Source : Nos analyses

Presque tous les PCA dont les mandats sont échus depuis 2023 n'ont pas été remplacés. Seul le PCA du parc national de génie civil (MATGENIE) qui a été nommé le 26 décembre 2023. Cela représente un taux de maintien de 97,87%. Deux PCA sont décédés au FNE et à l'ARSEL et n'ont pas encore été remplacés. On note donc un accroissement significatif de 9 PCA illégaux en 2024 qui viennent s'ajouter aux 48 de 2023.

1.2 Répartition selon le genre

Seulement dix (10) femmes sur cinquante-sept (57) (soit 19%) font partie de cet effectif.

Figure : Proportion des femmes PCA illégales parmi les 54



Source : Nos analyses

1.3 Statuts des PCA illégaux

Il apparaît que tous les PCA sont de hauts profils de l'administration publique camerounaises et donc astreints à l'exemplarité. Ils sont par ailleurs tous membres du RDPC le parti au pouvoir¹. Il s'agit entre autres de :

- 21 PCA qui sont ministres ou ont rang de ministres ; soit la plus grande représentation (39%)
- 5 Gouverneurs (9,2 %)
- 3 DG (5,5%) ; 5 Chargés de mission à la Présidence de la République (9,25%)
- 2 Conseillers du SG du RDPC (3,7%) ;
- 1 homme d'affaires, 1 Maire, 1 professeur émérite, 1 SG de ministère, 1 avocate, 1 Secrétaire Permanent, 1 Coordonnateur national, 1 ancien ministre, 1 ancien DG

¹ Exception faite des 5 Gouverneurs qui n'affichent pas d'engagement politique.

- 9 non renseignés.

Il apparaît que la plupart des PCA illégaux sont ministres et travaillent à la présidence de la République (21 ministres et 5 chargés de mission à la Présidence soit 48,14%). Il s'agit alors des plus hauts profils de l'administration publique et les principaux collaborateurs du Chef de l'État.

Ce constat de non-conformité élevée (62,06%)² qui concerne les plus hauts profils de l'administration publique camerounaise est particulièrement préoccupant et met en mal l'État de droit et la nécessité d'avoir une République exemplaire. Plusieurs préjudices en découlent.

PREJUDICES CAUSES PAR L'ILLEGALITE DES PCA

Au moins 4 préjudices peuvent être évoqués.

- **Affaiblissement de l'État de droit et de la République exemplaire**

Les lois 010 et 011 du 12 juillet 2017 ont consacré la rotation des dirigeants comme l'un des leviers de la performance des entités publiques, en fixant une durée maximale de neuf (9) ans pour les directeurs généraux et les directeurs généraux adjoints, et de six (6) ans pour les présidents et membres du conseil d'administration. Le débat de leur rétroactivité ou non n'est plus d'actualité. Les événements ont donné raison au tenants de la non rétroactivité. Dès lors, à partir de 2023 on aurait pu assister à un renouvellement massif de PCA.

Il n'échappe à personne que la violation des lois et des décrets constitue une entorse évidente à l'État de droit et un acte de délinquance administrative nuisible à l'ordre républicain. Cette situation est d'autant plus préoccupante que la majorité des PCA occupent des postes de ministres ou de directeurs généraux, représentant ainsi l'élite administrative censée donner l'exemple et sanctionner les violations flagrantes de la loi.

- **Dégradation de la valeur dans les entreprises**

La longévité des dirigeants n'est pas toujours bénéfique pour la performance des entreprises. Il apparaît deux cas de figure. Pour les entreprises

² A l'annexe 1 présentée, vous découvrirez la liste exhaustive des PCA concernés ainsi que la durée cumulée de leurs mandats.

performantes et ne présentant pas de risques budgétaires, on pourrait croire que les dirigeants y constituent un actifs spécifiques et contribuent à créer de la valeur. A l'inverse pour les entreprises non performantes, let c'est la majorité des cas, les dirigeants dégradent la valeur.

- **Déstructuration des hypothèses de changement**

La théorie du changement (argument et hypothèses retenues comme condition de changement) adoptée dans le cadre de la réforme des entités publiques devient inapplicable, car les hypothèses de causalité sont bafouées par l'absence de rotation ou de mouvement des dirigeants sociaux.

- **Responsabilité civile et pénale des PCA**

Les PCA concernés engagent leur responsabilité civile et pénale en prenant des actes dont la légalité peut être contestée. De même ils agissent en toute illégitimité. **Et pourtant**, la loi a mis en place des mesures visant à prévenir les vacances de poste ou toute violation manifeste. **En cas d'expiration du mandat du Président du Conseil d'Administration, le Ministre de tutelle technique en informe l'autorité de nomination à la diligence du Conseil.** En effet, **le PCA dont le mandat est échu n'est pas habilité à convoquer une session dudit Conseil sinon**, il s'expose aux sanctions prévues par la réglementation en vigueur.

Afin de concrétiser son vœu de "République exemplaire" qu'il défend, le Président Paul Biya devra remplacer, avant le 12 juillet 2024, tous les 54 PCA dont les mandats ont expiré ; le faire ne serait pas régler des comptes aux concernés mais appliquer à tous la loi.

**ANNEXE 1 : LISTE DES ENTREPRISES CONCERNÉES ET NOMS DES PCA
DONT LES MANDATS SONT ÉCHUS AU 12 JUILLET 2024**

N°	Entreprises publiques	Nom de l'ancien PCA	SEXE	Statut actuel du PCA	Année de nomination	Durée
1	OFFICE DU BACCALAU REAT DU CAMEROUN (OBC)	Mme Catherine NDOUMBE MANGA	F		2007	17 ans
2	INSTITUT SUPERIEUR DE MANAGEMENT PUBLIC (ISMP)	Luc Sindjoun	H	Ministre, conseiller spécial du PRC	2009	15 ans
3	BUREAU NATIONAL DE L'ETAT CIVIL (BUNEC)	FAI YENGO Francis	H	Coordonnateur national du Comité national de désarmement, de démobilisation et de réinsertion	2015	9 ans
4	AGENCE NATIONALE DES RADIOPRO	Dr Madeleine Tchuinte	F	Ministre	2007	17 ans

N°	Entreprises publiques	Nom de l'ancien PCA	SEXE	Statut actuel du PCA	Année de nomination	Durée
	TECTION (ANRP)					
5	AGENCE DE PROMOTION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (APME)	Laurent Serge Etoundi Ngoa	H	Ministre	2014	10 ans
6	CAMEROON HOTELS CORPORATION (CHC HILTON)	Yaou Aïssatou	F	DG SNI	2016	8 ans
7	ELECTRICITY DEVELOPMENT CORPORATION (EDC)	Victor Mengot	H	Ministre Chargé de Mission à la Présidence de la République du Cameroun	2008	16 ans
8	MISSION DE REGULATION DES APPROVISI	Séraphin Magloire Fouda	H	Secrétaire général des services du	2011	13 ans

N°	Entreprises publiques	Nom de l'ancien PCA	SEXE	Statut actuel du PCA	Année de nomination	Durée
	ONNEMENT S DES PRODUITS DE GRANDE CONSOMM ATION (MIRAP)			premier ministre (SGPM)		
9	MISSION DE DEVELOPPE MENT DE LA PECHE ARTISANAL E ET MARITIME (MIDEPECA M)	Dr TAÏGA	H	Ministre	2011	13 ans
10	CHU	Jacques Fame Ndongo	H	Ministre	2017	7 ans
11	HOPITAL GENERAL DE YAOUNDE (HGY)	Essomba Asse Auguste	H		2017	7 ans

N°	Entreprises publiques	Nom de l'ancien PCA	SEXE	Statut actuel du PCA	Année de nomination	Durée
12	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DU COTON (SODECOTON)	Abate Edi'i Jean	H	Gouverneur	2014	10 ans
13	PORT AUTONOME KRIBI (PAK)	Jean Paul Simo Njonou	H	DG de COTCO	2016	8 ans
14	CHANTIER NAVAL ET INDUSTRIEL DU CAMEROUN (CNIC)	Louis Claude Nyassa	H	Ancien DG (Camair et ancien PDG SNI)	2008	16 ans
15	SOCIETE D'EXPANSION ET DE MODERNISATION DE LA RIZICULTURE DE	Midjiyawa Bakari	H	Gouverneur	2014	10 ans

N°	Entreprises publiques	Nom de l'ancien PCA	SEXE	Statut actuel du PCA	Année de nomination	Durée
	YAGOUA (SEMRY)					
16	CENTRE NATIONAL DE REHABILITATION DES PERSONNES HANDICAPÉES PAUL ÉMILE LEGER (CNRPH)	Pauline Irène Nguéné	F	Ministre	2016	8 ans
17	INSTITUT NATIONALE DE LA STATISTIQUE (INS)	Emmanuel Nganou Djoumessi	H	Ministre	2006	18 ans
18	PALAIS DES CONGRES (PC)	Aminatou Ahidjo	F	//	2016	8 ans
19	AGENCE DE PROMOTIO	Diana Acha Morfaw	F	Avocate ancien Vice-Présidente de l'Office	2010	14 ans

N°	Entreprises publiques	Nom de l'ancien PCA	SEXE	Statut actuel du PCA	Année de nomination	Durée
	N DES INVESTISSEMENTS (API)			National des Élections		
20	AGENCE NATIONALE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (ANTIC)	Jean Pierre Fogui	H	Secrétaire Permanent du Conseil National des frontières à la Présidence de la République	2009	15 ans
21	HOPITAL GENYCO OBSTETRIQUE ET PEDIATRIQUE DE DOUALA (HGOPD)	Honoré Denise Epée	F		2014	10 ans
22	SOCIETE DE PRESSE ET	Joseph Le	H	Ministre	2009	15 ans

N°	Entreprises publiques	Nom de l'ancien PCA	SEXE	Statut actuel du PCA	Année de nomination	Durée
	D'EDITION DU CAMEROUN (SOPECAM)					
23	MISSION DE PROMOTION DES MATERIAUX LOCAUX (MIPROMALO)	Maurice Doumbe	H		2010	14ans
24	BANQUE CAMEROUNAISE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (BC-PME SA)	Elung Paul Che	H	Secrétaire général adjoint de la présidence de la République	2014	10 ans
25	BUREAU CENTRAL DES	Monkam Nitcheu Jean Fabien	H	Conseiller du Secrétaire Général du	2005	19 ans

N°	Entreprises publiques	Nom de l'ancien PCA	SEXE	Statut actuel du PCA	Année de nomination	Durée
	RECENSEMENTS ET DES ÉTUDES DE POPULATION (BUCREP)			Comité Central du RDPC		
26	CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE SOCIALE (CNPS)	Mohamadou née Bilitte Haman-Djoda	F	Chargé de mission à la présidence de la République	2017	7 ans
27	SOCIÉTÉ CAMEROUNAISE DES DÉPÔTS PÉTROLIERS (SCDP)	Monkam Nitcheu Jean-Fabien	H	Conseiller du Secrétaire Général du Comité Central du RDPC	2013	11 ans
28	CAMEROUN RAILWAYS (CAMRAIL)	Abbo Aboubakar	H	Maire de Belel	2017	7 ans
29			H		2017	7 ans

N°	Entreprises publiques	Nom de l'ancien PCA	SEXE	Statut actuel du PCA	Année de nomination	Durée
	COTONNERIE INDUSTRIELLE DU CAMEROUN (CICAM)	Rassaf Damavou		Chargé de Mission à l'Observatoire des Ressources Humaines/PRC		
30	CONSEIL NATIONAL DES CHARGEURS DU CAMEROUN (CNCC)	Joseph Beti Assomo	H	Ministre	2012	12 ans
31	AGENCE NATIONALE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT FORESTIER (ANAFOR)	Koulagna Koutou Denis	H	Directeur général de la Société de développement et d'exploitation des productions animales (SODEPA)	2014	10 ans
32	CREDIT FONCIER DU	Jules Doret Ndongo	H	Ministre	2005	19 ans

N°	Entreprises publiques	Nom de l'ancien PCA	SEXE	Statut actuel du PCA	Année de nomination	Durée
	CAMEROUN (CFC)					
33	MEKIN HYDROELECTRIQUE DEVELOPMENT CORPORATION (HYDRO-MEKIN)	Louis Paul Motaze	H	Ministre	2011	13 ans
34	AGENCE D'ELECTRIFICATION RURALE (AER)	Fai Yengo Francis	H	Coordonnateur national du Comité national de désarmement, de démobilisation et de réinsertion	2000	24 ans
35	Agence de norme et de qualité (ANOR)	Mohamadou Bayero Fadil	H	Homme d'affaire	2010	14 ans

N°	Entreprises publiques	Nom de l'ancien PCA	SEXE	Statut actuel du PCA	Année de nomination	Durée
36	Laboratoire national de génie civil (LABOGENIE)	Shey Jones YEMBE	H		2017	7 ans
37	Office national du cacao et café (ONCC)	Luc AYANG	H	Président du Conseil économique et social	1991	32ans
38	Société de développement et d'exploitation des productions animales (SODEPA)	Dr Taïga	H	Ministre	2014	10 ans
39	Port autonome Douala (PAD)	Shey Jones Yembe	H		2012	12 ans

N°	Entreprises publiques	Nom de l'ancien PCA	SEXE	Statut actuel du PCA	Année de nomination	Durée
40	PAMOL PLANTATION (PAMOL)	Bernard Okalia Bilai	H	Gouverneur	2012	12 ans
41	Mission de Développement du Nord-Ouest (MIDENO)	Lele Lafrique	H	Gouverneur	2012	13 ans
42	INSTITUT NATIONAL DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS (INJS)	Adoum Garoua	H	Ancien Ministre	2018	6 ans
43	MISSION D'ETUDE POUR L'AMENAGEMENT DE L'OCEAN (MEAO)	Albert EKONO NNA	H	Membre titulaire du Conseil supérieur de la magistrature	2000	24 ans
44	MISSION DE DEVELOPPEMENT INTEGRE DES MONTS MANDARA (MIDIMA)	MIDJIYAMA Bakari	H	Gouverneur de la région de l'Extrême-Nord	2014	10 ans

N°	Entreprises publiques	Nom de l'ancien PCA	SEXE	Statut actuel du PCA	Année de nomination	Durée
45	CAISSE DE STABILISATION DES PRIX DES HYDROCARBURES (CSPH)	Luc Magloire MBARGA ATANGANA	H	Ministre	2008	16 ans
46	SOCIETE NATIONALE DE TRANSPORT D'ELECTRICITE (SONATREL)	ELOUNDOU ESSOMBA GASTON	H	Ministre	2018	6 ans
47	AUTORITE PORTUAIRE NATIONALE (APN)	M. GOUNOKO HAOUNAYE	H		2009	15 ans
48	CAISSE AUTONOME D'AMORTISSEMENT (CAA)	M. Louis Paul MOTAZE	H	Ministre	2018	6 ans
49	L'Hôpital Général de Douala (HGD)	Pr. Elvis NGOLLENGOLLE	H	Ministre	2018	6 ans
50	INSTITUT DE RECHERCHE MEDICALES ET D'ETUDES DES PLANTES MEDICINALES (IMPM)	GANAFOMBAN Rose Epse LEKE	F	Professeur émérite d'immunologie et de parasitologie à l'université de Yaoundé I.	2002	22 ans

N°	Entreprises publiques	Nom de l'ancien PCA	SEXE	Statut actuel du PCA	Année de nomination	Durée
51	INSTITUT DE RECHERCHE AGRICOLE POUR LE DEVELOPPEMENT (IRAD)	NNANGA NGA	H		2018	6 ans
52	INSTITUT DE RECHERCHES GEOLOGIQUES ET MINIERES (IRGM)	TCHUINTE Madeleine	F	Ministre	2018	6 ans
53	CAMEROON TELECOMMUNICATIONS (CAMTEL)	MOHAMADOU Saoudi	H	Secrétaire générale au MINPOSTEL	2018	6 ans
54	SOCIETE NATIONALE DES HYDROCARBURES (SNH)	Ferdinand NGOH NGOH	H	Secrétaire général de la présidence de la république du Cameroun, depuis le 9 décembre 2011, il est élevé au rang de ministre d'État	2011	13 ans

Source : Nos analyses

NB : Les PCA du FNE et de l'ARSEL sont décédés et n'ont pas encore été remplacés.